

SAUVER L'ÉCOLE...

«Il est certain qu'elles (les lettres) ne doivent pas être enseignées à tout le monde... Le commerce des lettres bannirait absolument celui de la marchandise qui comble les États de richesse, minerait l'agriculture, vraie mère nourrice des peuples, et déserterait en peu de temps la pépinière de soldats qui s'élève plutôt dans la mollesse et l'ignorance que dans la politesse des sciences. Si les lettres étaient profanées à toutes sortes d'esprits, on verrait plus de gens capables de former des doutes que de les résoudre et beaucoup seraient plus propres à s'opposer aux vérités qu'à les défendre. C'est en cette considération que les politiques veulent un État bien réglé plus en maîtres ès arts mécaniques, que de maîtres ès arts libéraux pour enseigner les lettres».
(Cardinal de Richelieu - Testament politique)

Le Ministère de l'Éducation Nationale vient d'élaborer de nouveaux programmes pour l'École primaire. Le projet, diffusé à l'ensemble des instituteurs, est, comme il est de coutume, rédigé dans une novlangue insupportable. Ce premier constat peut paraître anodin et pourtant, il n'est pas neutre. Lorsque le terme d'élève disparaît presque totalement des textes officiels, c'est sans doute que l'institution scolaire n'a justement plus pour mission d'élever les enfants qui lui sont confiés, c'est-à-dire de les aider à dépasser leur vécu quotidien pour s'approprier l'héritage de l'humanité. Dans la même optique, le mot connaissance est largement supplanté par celui de compétence. Or, si la connaissance est émancipatrice, la compétence est bien souvent normatrice. La terminologie employée fait donc craindre le pire, ce qui est malheureusement confirmée par une lecture attentive du projet de nouveaux programmes.

LA TRANSVERSALITÉ

En ce qui concerne la maîtrise du langage (parler, lire, écrire) aucun horaire n'est proposé, cette maîtrise du langage doit s'acquérir par la transversalité, autrement dit, il ne s'agit plus d'enseignements spécifiques, l'élève doit se débrouiller pour apprendre à lire lorsqu'il décrypte un texte historique, à écrire pour rédiger un résumé de géographie ou à parler lors du «*débat hebdomadaire de vie collective*» (sic). Demander à un élève de faire tout cela sans un apprentissage spécifique en lecture et en expression écrite revient à lui demander d'ouvrir une porte dont on ne lui aurait pas donné la clé. La «transversalité» est en fait un prétexte pour détruire les disciplines, les élèves, rebaptisés «*apprenants*», «*zappent*» en permanence sans jamais maîtriser quoi que ce soit. Ainsi, la grammaire, le vocabulaire, l'orthographe doivent-ils faire l'objet d'1h. à 1h.30 d'enseignement hebdomadaire. Ce qui, d'ailleurs, est largement suffisant puisqu'il ne s'agit plus d'étudier et, si possible, de maîtriser la langue, mais de procéder à une «*observation réfléchie de la langue française*». Il est même fortement déconseillé aux instituteurs de donner des exercices systématiques à leurs élèves et d'utiliser un vocabulaire grammatical jugé «*inutilement complexe*». De même, l'enseignant se gardera bien de faire mémoriser la conjugaison des verbes et se contentera de faire observer à ses élèves (pardon, à ses apprenants!) «*les variations qui affectent les verbes*».

En revanche, 4h.30 à 5h. hebdomadaires seront consacrées à la littérature durant lesquelles 2 œuvres classiques et 8 ouvrages de jeunesse devront être étudiés. Passons rapidement sur ce relativisme démagogique qui accorde autant de valeur à l'œuvre de Prévert et à la production d'Enid Blyton pour nous demander comment des élèves à qui on refuse le droit d'accéder à la maîtrise de la langue française pourraient comprendre Molière ou Kipling?

CETTE CHAÎNE DE L'HUMANITÉ QU'ON APPELLE LA CULTURE

La réponse est évidente et met en lumière le cynisme des «*experts*». Ils ne le pourront pas! Ils ne seront pas à même de fréquenter les grands auteurs, de trouver leur place dans cette chaîne de l'humanité qu'on appelle la culture, ils n'auront surtout pas les moyens de s'interroger sur les fins de l'engagement avec Camus ou sur la meilleure façon d'échapper à la servitude volontaire décrite par la Boétie. L'objectif de ces multiples contre-réformes qui détruisent l'instruction publique depuis des décennies est d'en finir avec la culture humaniste qui permet à l'enfant de devenir un homme libre pour la remplacer par dressage social dans l'espoir de voir perdurer une société capitaliste profondément inégalitaire mais pacifiée.

Que les chantres de la «*gauche émotionnelle*» qui ne manqueront pas de s'offusquer de la violence de mes propos se penchent sur les nouveaux programmes d'histoire. Tout ce qui avait trait à la lutte des classes (l'industrialisation et l'émergence du prolétariat les libertés politiques et syndicales, la Commune de Paris...) disparaît. Au XIX^{ème} siècle, les inégalités entre hommes et femmes (réelles...) constituent la seule ligne de fracture au sein de la société française, la seconde guerre mondiale se résume à la seule «*extermination des juifs par les nazis*» (je saurai gré aux tartuffes de toutes obédiences de m'éviter les faux procès!).

UN PEUPLE SANS MÉMOIRE, C'EST LÀ LE RÊVE DE TOUT POUVOIR TOTALITAIRE

Est-il vraiment exagéré de parler de totalitarisme lorsque les objectifs de l'éducation civique à l'école sont définis ainsi: «*L'éducation civique n'est pas, en priorité, l'acquisition d'un savoir mais l'apprentissage pratique d'un comportement*». Comment une telle phrase peut-elle laisser de marbre la majorité des enseignants? Ne perçoivent-ils pas l'incongruité et le danger d'un tel dessein? A moins qu'ils n'aient vocation à réécrire «*Galateo*», ce traité de bonnes manières écrit vers 1555, à l'issue du *Concile de Trente* par Monseigneur Della Casa. Cet ouvrage didactique tente de donner au jeune *Galateo* les clefs d'accès à l'école de la vie et milite en faveur de la construction d'un homme nouveau, figure opposée au *Prince de la Renaissance*.

Il faut bien reconnaître que, depuis 1981, nombre de hussards noirs ont sombré dans une rose léthargie dont il serait temps qu'ils s'extirpent avant qu'il ne soit définitivement trop tard. L'éducation (et non l'instruction) civique est réduite à un catéchisme social propre à enrégimenter de futures «*ressources humaines*», flexibles à souhait taillables et corvéables à merci. L'avenir qui nous est proposé est celui décrit par Orwell dans «*Le meilleur des mondes*», une société totalitaire dans laquelle un peuple inculte et béat subit l'exploitation et l'oppression sans réagir.

Notons enfin que l'enseignement des langues régionales est officiellement inscrit au programme de feu l'École Républicaine. Tout est fait pour que l'enfant n'accède pas à l'universel, pour qu'il reste enfermé dans ses particularismes, dans une communauté ethnique ou/et religieuse, ceci en vue de l'avènement de l'*Europe des Régions* sensée supplanter le modèle républicain. Faut-il rappeler que cette résurgence du «*Saint Empire Romain Germanique*» est d'inspiration «*national-catholique*»? Il est piquant de voir les néo-socialistes mettre en œuvre le projet de Mauras et Pétain!

L'enjeu est d'importance, il s'agit aujourd'hui de s'opposer à cette marche forcée vers la société totalitaire, d'empêcher la destruction de ces savoirs, de cet héritage culturel qui constitue rien moins que la civilisation. Nous devons alerter les enseignants, les parents d'élèves, le mouvement ouvrier et tous les démocrates afin qu'ensemble, nous puissions faire reculer l'obscurantisme, faire barrage à «*l'enseignement de l'ignorance*» et sauver «*les lumières*» avant qu'il ne soit trop tard.

Christophe BITAUD.

LETTRE OUVERTE A MM. LANG ET JOSPIN

Nous, Instituteurs et Professeurs, Parents d'Élèves, citoyens préoccupés par l'avenir de l'École, constatons que, malgré toutes les protestations que vous disiez avoir entendues, vous persistez dans l'application de la réforme Allègre. Or, cette réforme, engagée dès 1989, et poursuivie depuis lors, vise à modifier et à dénaturer radicalement la mission de l'École. Nous dénonçons, à l'école élémentaire comme au collège et au lycée, les mêmes faits convergents:

1- Les contenus des savoirs transmis sont considérablement appauvris par des amputations autoritaires des programmes. Ces mesures s'attaquent aux savoirs élémentaires, ou privent l'enseignement de toute cohérence. En Français, l'orthographe et la grammaire ne sont plus enseignées méthodiquement. En histoire, la chronologie continue est abandonnée, l'école primaire, la pédagogie officielle, sont prétexte de «transversalité», exclut les exercices systématiques et le recours à la mémoire et interdit donc les apprentissages fondamentaux. Cette pédagogie pénalise les enfants qui ont le plus besoin de l'école, ceux qui ne bénéficient d'aucune aide extérieure. Cet appauvrissement des savoirs transmis est camouflé par les prétentions démesurées affichées dans les nouveaux programmes, qui, au vu des réductions horaires dont souffrent peu ou prou toutes les disciplines, aboutissent à une simplification outrancière des connaissances, à la confusion et au survol.

2- L'accent est mis sur des compétences étroites, non réflexives, vides de sens, axées sur la technique ou la communication: par exemple, en mathématiques, l'utilisation de machines se substitue à la pratique des opérations de base et à la démonstration logique. Partout, l'utilisation des ordinateurs devient une fin, et non un moyen de l'enseignement. Les salariés de demain, privés de connaissances universelles, seront vulnérables sur le marché du travail.

3- Les savoirs transmis le sont à travers des prismes idéologiques qui empêchent les élèves d'accéder à l'autonomie intellectuelle. On parle aujourd'hui de philosophie ou de lettres «citoyennes», fondées sur l'expression de l'opinion et non plus sur l'exercice du doute et de l'esprit critique. Ce catéchisme «citoyen» présent dans les programmes et dans les sujets proposés au baccalauréat porte atteinte à la laïcité. Nous considérons que l'instruction forme, à elle seule, le citoyen.

4- Des méthodes pédagogiques dites nouvelles sont invoquées pour laisser l'élève «construire son savoir», simplement «encadré» dans les divers modules, ateliers, ou travaux de groupe. Comment ne pas voir que cette prétendue autonomie livre l'élève au désarroi et à l'ignorance et permet de masquer de futures économies budgétaires, en supprimant des postes d'enseignants qualifiés?

5- Sous l'impulsion du Ministère, puis des rectorats, on voit se multiplier, à la place des cours où se transmettent les connaissances, des animations pseudo-pédagogiques au contenu flou et peu rigoureux, activités, définies localement, viennent perturber et disloquer les classes, les emplois du temps, les programmes nationaux, la préparation des examens: «travaux personnels encadrés», «itinéraires de découverte», «projets pluridisciplinaires à caractère professionnel»... Outre les disparités croissantes qu'elles créent entre les établissements, ces activités amputent les horaires dans toutes les matières et menacent l'existence même de certaines disciplines comme les langues anciennes. On voit aussi apparaître dans les emplois du temps des élèves, des pseudodisciplines, mal définies (éducation civique juridique et sociale f°) Toutes ces nouveautés présentées à l'opinion publique comme séduisantes et modernes contribuent à créer dans l'école un désordre peu propice à l'apprentissage.

6- Les nouvelles épreuves et modalités du brevet des collèges et du baccalauréat, sans exigences précises et comportant une part croissante de contrôle continu, ne permettent pas aux enseignants d'envisager une préparation cohérente, véritablement nationale, des élèves. Les épreuves actuelles du brevet et du baccalauréat, déjà scandaleusement simplifiées, permettant tous les truquages en matière d'évaluation du niveau des élèves, ont en retour un effet désastreux sur l'enseignement, et tendent à discréditer les diplômés.

7- Dans une école ainsi transformée, les connaissances, n'étant plus prioritaires, sont sacrifiées jusque dans les nouveaux concours de recrutement des enseignants. Pour les futurs enseignants, avoir des lacunes dans une matière n'est plus considéré comme un handicap, mais comme un avantage qui leur permettra d'avoir le même regard que les élèves! On comprend dès lors que dans les instituts universitaires de formation des maîtres, il soit déjà expressément demandé aux stagiaires d'accepter que leur métier ne soit plus de transmettre des connaissances, mais de «socialiser» les enfants et d'en faire de «bons citoyens».

Les signataires de la présente lettre n'acceptent pas le renoncement à la mission fondatrice de l'école: l'INSTRUCTION dispensée également à tous les enfants, indépendamment de leur origine sociale et culturelle, droit fondamental des citoyens proclamé par Condorcet et la Révolution Française. Or, nous considérons que l'école telle que le gouvernement la réforme, prive les élèves de ce droit. Dans une telle école, les élèves n'ont pas la possibilité d'acquérir une qualification et des diplômes qui leur permettent de trouver dans la société la place qu'ils ont choisie. Ils n'ont pas la possibilité de fonder leur jugement de citoyen, de s'élever et de s'émanciper à titre individuel. Les signataires refusent que la «massification», de l'école serve d'alibi pour justifier l'obscurantisme, l'interdiction des savoirs. Ils réaffirment leur confiance en un enseignement exigeant et humaniste, plus que jamais nécessaire.

En conséquence, les signataires de la présente lettre s'adressent au Premier Ministre et au Ministre de l'Éducation Nationale. Fidèles à l'exigence de retrait de la réforme Allègre, constatant que la réforme Lang en est une continuation à peine déguisée, les signataires exigent l'arrêt de l'application de toutes les réformes actuellement engagées à l'école primaire, au collège et au lycée: ils exigent que soient ré-institués clairement les principes et les finalités de l'école rappelés plus haut, que soient repensés les horaires, les méthodes, les contenus, selon ces seuls principes.

Ils appellent les enseignants, en contresignant cet appel, à réaffirmer leur statut et leur fonction, qui consistent à enseigner aux enfants et aux adolescents toutes les connaissances nécessaires. Ils appellent également les intellectuels, les parents d'élèves, et plus généralement les citoyens, à se mobiliser massivement pour imposer une école qui instruit.

Soyez assurés, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, de notre entier dévouement à la cause de l'école.

Comité d'initiative et de suivi: Kathleen Barbereau, Françoise Bouche, Michel Buttet, Fanny Capel, Pascal Clesse, Danielle Cosmao, Fanny Débat, Jean-Claude Denis, Julie Doyon, Nicolas Franck, Janine Moithy, Sarah Schidlower, Michel Sérac, Sophie Fige, Corinne Vincent, Isabelle Voltaire, Nadine Wainer, Instituteurs, professeurs et parents d'élèves.

ON FERME SA GUEULE OU ON DÉMISSIONNE...

Cette formule aux relents guerriers, prononcée par un Ministre à l'époque en exercice, devrait s'appliquer au pied de la lettre, sans volte-face, suivant que l'on s'implique ou que l'on résiste, car embrigadé en politique, il faut savoir choisir son camp.

S'il est vrai qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis, il est tout aussi vrai que les limites à l'imbécillité n'ont pas encore été établies à ce jour. Mais, en ces périodes de mouvance électorale, il est de bon ton de se positionner et de jeter aux orties tout ce que l'on a défendu jusqu'à présent, sous la protection bienfaisante d'un pluralisme de façade ou d'un rassemblement opportun. La soupe à la grimace étant désormais consommée, l'opportunité de façade est en train de se lézarder. N'est-ce pas, mesdames et messieurs, les fruits de notre belle République, les pas mûrs, les verts, les jaunes, les roses, les rouges, les pourris et les autres!

Pendant tout ce bon temps que se donnent ces braves gens, de «*cohabitation plurielle*» en «*pluralisme cohabitationniste*», et «*d'union de la droite*» en «*rassemblement de la gauche*», ce sont toujours aux mêmes à qui l'on sert le nectar frelaté de ce bouillon de culture dénaturé et qui payent l'addition grâce à la participation électorale de ceux qui vont encore aux urnes, (comme d'autres vont aux putes, aurait pu dire un ex-président du Conseil Constitutionnel, pour remplir son devoir de républicain). Ces «*gogos*» feraient mieux de la fermer et de ne pas donner de la voie.

Mais revenons à cet étrange monsieur qui fermait sa gueule ou qui démissionnait suivant que le vent était favorable ou contraire. Depuis qu'il a démissionné une dernière fois pour ne pas sombrer dans une «*omerta hasardeuse*», le vent a tourné pour lui, à nouveau favorablement, car il l'a maintenant en poupe, c'est-à-dire dans le dos, à la grande satisfaction de ses adeptes sondés. Cela peut se comprendre, venant d'un homme politique, car on sait bien que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y souscrivent et que ceux qui les professent ne se sentent pas du tout concernés. Après tout, les «*chevènementistes*» peuvent bien muter en «*girouettistes*» si cela leur plaît et c'est bien leur droit.

Mais, quant à nous, syndicalistes libres et indépendants, accrochés aux valeurs républicaines, démocratiques et laïques, nous n'avons ni l'intention de fermer notre gueule ni de démissionner car nous rejetons toutes ces politiques «*plurielles ou rassemblées*» qui portent une atteinte sans précédent à notre condition de salariés, sous le sceau du Saint Empire Romain Germanique renaissant.

Nous devons nous battre en faisant respecter le choix que nos aînés ont fait en adoptant la «*Charte d'Amiens*». Dans ce combat, nous serions bien inspirés de rappeler à l'ordre ces camarades qui, dans nos rangs, auraient la tentation d'y déroger, à cette charte d'indépendance, car ces girouettes feraient bien d'appliquer à eux-mêmes la formule de leur idole: «*ON FERME SA GUEULE OU ON DÉMISSIONNE*».

Jean LE CADRE.

DÉRIVE TOTALITAIRE...

Dans ce numéro de *l'Anarcho-Syndicaliste*, Christophe BITAUD attire notre attention sur les étranges évolutions que l'on peut observer dans le domaine de l'enseignement.

A la transmission des savoirs voulue par «*l'instruction publique*», le Ministre de «*l'Éducation Nationale*» oppose une vaste entreprise de manipulation idéologique destinée à transformer les ex-citoyens de la République Française en sujets dociles du «*Saint Empire Romain Germanique*».

Mais le phénomène n'est pas propre à l'éducation nationale. Dans les «*entreprises citoyennes*», les

travailleurs ravalés au rang de «*Ressources Humaines*» sont également l'objet des mêmes manipulations avec d'ailleurs le même vocabulaire.

Dans l'article qu'on pourra lire ci-dessous, Patrick Hébert pointe du doigt ce qui se passe dans ce qu'on persiste à appeler «*l'Assurance Chômage*», devenue une sorte d'ANPE destinée à assurer la «*mobilité géographique et professionnelle*» de la main d'œuvre et ce, en fonction des besoins des entreprises capitalistes ou d'état... A quand le S.T.O.?

Dans de telles conditions, une seule voie s'offre à nous. Si nous voulons sauvegarder nos libertés essentielles, il nous faut préparer et organiser les révoltes salvatrices et éviter toute compromission politique avec ceux qui, consciemment ou non, développent une idéologie d'inspiration totalitaire.

Alexandre HÉBERT.

CONVERGENCE ET DIVERGENCES

Depuis quelques mois, nous sommes littéralement abreuvés par la propagande UNEDIC. Celle-ci vise un seul but: nous mettre dans le crâne que tout doit changer, que ce qui a été bâti depuis 1958 dans le cadre du paritarisme, est aujourd'hui dépassé. Pour ce faire, on ne lésine pas sur les moyens.

Alors que les effectifs sont à la baisse, que les salaires stagnent l'UNEDIC dépense des milliards pour financer diverses officines extérieures. Naturellement charité bien ordonnée commence par soi-même. Ainsi, cette générosité fait le bonheur et la fortune de quelques entreprises contrôlées par ceux-là même qui ont décidé de cette nouvelle orientation.

Bien sûr, pour justifier ce véritable pillage, il faut un habillage. C'est pourquoi, on ne cesse de nous expliquer que ce qui a été fait est nul. On nous presse donc de changer sous la menace de recourir à des entreprises extérieures.

Tous les moyens sont bons, du plus soft au plus vulgaire.

Dans la catégorie des moyens soft, il en est un classique, l'usage des statistiques dont on dit parfois qu'il est l'art le plus évolué du mensonge. Ainsi, nous dit-on, sans rire, que nous serions à l'ASSEDIC PAYS DE LOIRE classés au 28 ou 29^{ème} rang sur 30. Presque pire que le FC Nantes. Nous, naïvement on pensait être dans les premiers, nous voilà bien déçus.

On nous dit aussi que notre «*effectif est très largement dimensionné*». Nous, on croyait qu'il fallait des postes supplémentaires pour travailler correctement. Cruelle désillusion. Naturellement cette politique se heurte aux réalités et par voie de conséquence, aux agents et aux cadres. C'est pourquoi des moyens moins soft sont aussi utilisés.

Ainsi, il est inacceptable que des collègues qui ont respecté normalement leur contrat de travail sous les ordres des directions précédentes se voient du jour au lendemain relayés au rang «*d'appendices*».

Tout cela est fort inquiétant. Quand on va chercher à l'extérieur des Cadres en lieu et place de la promotion interne. Quand on crée des services de communication interne et externe, quand on nous parle de «*notre entreprise*», des «*populations que nous gérons*» et de «*nos partenaires au sein du marché de l'emploi*», on est déjà bien loin «*du régime paritaire d'Assurance Chômage*».

Pour notre part à Force-Ouvrière, nous y restons attachés car nous considérons qu'il est une conquête de la pratique contractuelle. De même, nous restons attachés à notre convention collective, à nos accords d'entreprise et à la défense de nos conditions de travail.

Certes, nous n'ignorons pas que nous dérangeons ceux qui ne veulent voir qu'une tête, mais on ne nous changera pas, car nous sommes définitivement allergiques à toutes formes de totalitarisme. Si nous sommes obstinés, pour autant nous ne sommes pas stupides. C'est pourquoi, il ne faut pas compter sur nous pour tomber dans la première provocation.

Nous avons tenu le 24 octobre notre première Assemblée Générale réunissant les syndiqués de la «*Nouvelle Assedic*». Notre «*convergence*» s'est parfaitement déroulée. Cette première étape étant accomplie, nous allons continuer à rassembler nos forces pour mieux défendre nos intérêts.

Ainsi, notre action syndicale continuera, comme dans le passé, et c'est nous-mêmes, qui démocratiquement déciderons des actions à mener et de leurs formes...à notre heure!

EN VRAC ...

JE SUIS PAS AMÉRICAIN...

... ni même new-yorkais, bien que j'ai aimé le New-York où j'ai passé quelques jours il y a plus de quarante ans. Parce qu'ils nous les brisent les révérends pères du Monde à vouloir régenter la mode du politiquement correct. Il y a des gens bien aux USA, nous y avons même des amis, mais je ne me sens rien de commun, sauf peut-être la vague appartenance à la même espèce animale, avec le bouffon bigot et mal élu George W. Bush qui nous permet de comparer ce que peut faire la barbarie christiste par rapport à la barbarie islamiste: dans la main droite beaucoup de bombes, dans la main gauche quelques colis de nourriture. Si j'étais patron de l'agitprop des talibans, ils auraient déjà lancé la rumeur que ces colis sont empoisonnés et contiennent de la viande et de la graisse de porc. Chiche, qu'ils y ont déjà pensé! ... si on peut appeler ça une pensée...

Certes, la barbarie des uns n'excuse pas celle des autres. Septembre 1973 au Chili, c'était de la barbarie. Le blocus de l'Irak, c'est de la barbarie. Mais les promoteurs et les auteurs des quatre attentats du 11 septembre aux USA sont aussi des barbares. De même que ceux qui les ont applaudi, quelles que soient leurs bonnes raisons.

Quant à ce dirigeant religieux palestinien qui a invité Bush à se convertir à l'islam, il a perdu une occasion de se taire: c'est pas en remplaçant une connerie par une autre que ça arrangera les bidons. Je vais vous dire - mon cul de retraité bien calé dans mon fauteuil ergonomique devant mon ordinateur, position idéale et abritée pour conseiller doctement des stratégies de *Café du Commerce* - je prendrai les Palestiniens au sérieux quand ils sauront serrer la vis à leurs fous de dieu et quand ils détruiront les chars et les avions israéliens avec des roquettes fabriquées à cet effet et qu'ils peuvent se procurer, ce qui aurait une autre gueule que d'envoyer en première ligne des enfants lancer des pierres... où des toxicos choutés au calbar d'Allah (1) se faire sauter dans des discothèques.

DÉLIRES ZÉLECTORAUX

C'est parti mon kiki, la campagne des présidentielles est lancée. Chevènement met de la bière européenne dans son vin souverainiste. Beurk! Chirac et Jospin se tirent la bourre chaque fois qu'une catastrophe se produit quelque part. Et les lecteurs(trices) dans le marc de café poussent à la surchauffe leurs circonvolutions du cervelas. Déjà y en a qui voient Le Pen sans ses 500 signatures, alors que Mégret n'aurait aucune difficulté puisqu'il roule pour Chirac. Pour les flambeurs, y a des paris à prendre.

Pour ne pas perdre leurs bonnes habitudes, les Khmers verts nous ont offert un «*happening*» montrant qu'ils ont vite assimilé les mécanismes des magouilles politicardes. Et nous connaissons maintenant la signification subtile donnée au mot «*irrévocabilité*» par Nick Mamère, la baudruche parlante qui, comme dans les bons vieux westerns, ne voulait pas changer de cheval au milieu du gué. Il ne se prend donc pas pour un cheval. Tandis que le polytechnicien taré de Lipietz...

Et dans le gros morceau de la «*gauche plurielle*», les fatigués des capitulations de Jospin se retrouvent de plus en plus nombreux. Au point que les augures sondeurs interrogent tes entrailles de volatiles et semblent y déceler que l'affaire va se jouer entre 49 et 51%. Aussi, tout est bon à ramasser. C'est probablement pourquoi deux vedettes de la jeune garde néo-socialiste qui ont quitté le PCI - ou un de ses avatars (j'ai la mémoire qui flanche) - il y a une quinzaine d'année viennent chacun de signer un bouquin dans lesquels, tout en critiquant la ligne politique de l'actuel CCI du PT et en distribuant quelques petites vacheries pour amuser la galerie, ils évitent les méchancetés lourdes: c'est que les 0,3% à 0,5% attribués à l'influence du PT seraient toujours bons à engranger. Thème à discuter dans une soirée de bistro-philos: de l'électoratisme et de la prostitution.

J'ai un bon copain qui n'est pas inscrit sur les listes électorales et qui a décidé de sauter le pas ... pour voter Chirac dès le premier tour. Si vous lui dites que c'est quand même un ripoux, un délinquant, un mis en examen potentiel, il vous répondra qu'il en a rien à foutre, qu'on pouvait ne pas s'essuyer les pieds sur la présomption d'innocence, qu'il crèvera sans avoir perdu son goût de la dérision, que le bon populo croit bêtement à la goche et quand il a un gouvernement de goche, il aime pas descendre dans la rue, donc, si on veut que ça branle dans le manche, vaut mieux avoir un gouvernement «*de droite*». Il en démord pas, même quand on lui montre que son raisonnement se retourne comme un doigt de gant et que de l'autre bord, on va voter Jospin pour des motifs contraires; dogmatiquement, il répond: «*Eux, y sont trop cons pour faire ça!*»

(1) Traduction «d'Allah akbar!» en pantalonade.

L'analyse de mon pote semble bien caricaturale, «*réductrice*» comme on dit en franchouillard chébran et pierrebourdusard. Et si le bon vieux slogan n'était pas périmé: «*Élections! piège à cons!*».

CHIENNERIES

Ici, nous ne cachons pas notre absence d'atomes crochus avec celles qui se prétendent «*chiennes de garde*», même s'il y en a quelques unes qui paraissent sympas quand elles ne débitent pas d'âneries. Pourtant, la féminisation des noms de profession, ça me botte, alors que la prétendue «*parité*» n'est que de l'attrape-couillonnes. Y a qu'à voir la tête des grincheux agrippés à «*l'âme de la langue*» pour avoir envie de leur jouer des tours. Et puis nos grincheux d'ici les collègues québécois s'en foutent et proposent de belles inventions. «*Écrivaine*», ça a de la gueule. Dans le même domaine «*auteure*» n'est pas catastrophique, alors qu'«*autrice*» ferait plutôt autiste.

Bien entendu, y a des bavures à éviter. Une dame qui fait des pèlerinages ne va probablement pas aimer être appelée «*pèlerine*». «*Coureuse*» a encore une connotation péjorative qui disparaîtra probablement avec le temps et l'augmentation du nombre de femmes pratiquant certains sports, course à pieds, course à vélo, triathlon, etc..., mais «*professeure*» vaut mieux que «*professeuse*» qui incite au harcèlement sexuel.

Quant à certains carambolages, ils font des étincelles. Regardez dans le dictionnaire la définition du mot «*rectrice*»: «*plume de la queue des oiseaux qui dirige le vol et soutient l'arrière du corps*». L'autre jour, il y avait un reportage sur Toulouse après la catastrophe totale, relatif notamment aux établissements d'enseignement sinistrés. Le poste de recteur y est tenu par une femme et quand le journaliste l'a interviewé et a prononcé: «*Madame la Rectrice*»... j'ai pas pu m'empêcher d'entendre «*Madame la plume-du-cul-de-l'oiseau* »...

C'est pas une raison pour pas persévérer.

Marc PRÉVÔTEL.

LA BATAILLE DE LA SANTÉ...

Le 13 octobre dernier, à l'appel du «*COMITÉ DE DÉFENSE DE LA GYNÉCOLOGIE MÉDICALE*» une manifestation nationale a rassemblé à Paris de 15 à 20.000 manifestants. On trouvera ci-dessous l'intégralité du discours prononcé à cette occasion, par le Docteur Françoise BELLOIR-FURET, ophtalmologiste.

Les deux revendications des deux millions de femmes engagées dans cette bataille que Monsieur le Docteur Kouchner n'hésita pas à qualifier du «*plus difficile problème qu'il ait eu à résoudre*».... tant pis pour le Kosovo... sont le dessus d'un immense iceberg.

PARTOUT LES SOIGNANTS MANQUENT!

En effet la pénurie des gynécologues obstétriciens et des gynécologues médicaux n'est pas isolée. Depuis 1995, il faudrait 200 ophtalmologistes par an pour remplacer ceux qui partent en retraite et disparaissent et il n'en est formé qu'une cinquantaine par an pour toute la France.

Il en est de même des Anesthésistes réanimateurs, des Psychiatres, des Pédiatres, des Dermatologues, des Médecins du Travail et les Stomatologues ont déjà disparu. On assiste au démantèlement de la médecine de spécialité.

Nous saluons tous ceux ici présents représentant toutes ces spécialités sinistrées qui nous ont accompagnés aujourd'hui.

Depuis des années et des années, les médecins et les professionnels de santé et leurs syndicats dénoncent le plan Juppé poursuivi par Mme Aubry, Mme Guigou et Mr Kouchner.

Non, Mr le Dr Kouchner, non, ce n'est pas un Kosovo de l'esprit cette bagarre des femmes pour la gynécologie médicale, comme vous avez osé le dire à l'Assemblée Nationale le 4 octobre dernier.

Non, car ce n'était que cela, nous ne serions pas là, les pédiatres, les psychiatres, les ophtalmos, les anesthésistes, les spécialistes en général.

KOSOVO, oui, car ce sont de véritables «*FRAPPES CHIRURGICALES*» que vous commettez à rencontre de la Médecine avec de véritables dommages collatéraux présents et à venir à rencontre des patients.

Serez-vous responsables et pas coupables, vous aussi, Monsieur KOUCHNER, Mme GUIGOU, Monsieur JOSPIN encore une fois?

Dans ma spécialité, l'ophtalmologie, il y a aujourd'hui des délais d'attente de 3 mois à un an pour obtenir un rendez-vous. Cela signifie que certaines maladies seront vues trop tard et que des cécités ne pourront pas être évitées, voire des morts, car nous dépistons aussi des tumeurs.

En organisant la pénurie, vous engagez votre responsabilité, Mesdames et Messieurs les politiques. Vous dites: «diminuons l'offre, donc le nombre de médecins, nous diminuerons la demande des patients et donc les dépenses de santé».

En diminuant le nombre des soignants, nous ne diminuerons pas les besoins des malades et la population civile sera une immense victime.

C'est la misère qui s'étend à toute la médecine, libérale et hospitalière, publique et privée, et à tous les professionnels de santé.

Les conditions de travail de tous ces professionnels de santé se sont considérablement dégradées et c'est grâce à leur seul dévouement à leur conscience professionnelle que le système tient encore. Le système de santé français, que, récemment un rapport de l'OMS mettait à la première place des systèmes de santé du monde entier a été savamment et patiemment détruit par ceux-là même qui prétendent le moderniser, car les différents Ministres de la Santé se sont conduits en pompiers pyromanes.

Premièrement ils organisent la pénurie et ils prétendent éduquer les patients.

La consultation médicale sur Internet remplacera-t-elle l'examen clinique, la palpation, l'auscultation, la relation de confiance Médecin-Malade et l'indispensable secret médical qui l'entoure?

L'automédication remplacera-t-elle le conseil d'un médecin qui vous connaît qui fera avant toute thérapeutique un diagnostic?

Deuxièmement, ils veulent industrialiser la santé et en faire une marchandise.

La loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2002 qui sera votée en première lecture le 24 octobre 2001 et en 2^{ème} le 4 décembre 2001, prévoit une substitution des rôles entre l'infirmière et le généraliste, entre le généraliste et les gynécologues médicaux, les pédiatres et les gériatres.

Nous-mêmes ophtalmologistes, à quels problèmes sommes-nous confrontés? On veut nous remplacer par «l'industrie de la lunette». A coup sûr, ne seront plus dépistés des glaucomes, des décollements de rétine, des tumeurs cérébrales, des hyperthyroïdies, des diabètes, des dégénérescences maculaires liées à l'âge. De nombreuses cécités en perspective... De nombreuses pathologies qui seront dépistées avec retard.

C'est un choix politique et économique que fait le gouvernement et on le cache à la population. Et surtout ce n'est pas une politique digne d'un grand pays comme la France, héritière d'un passé où sont nés les droits de l'homme et du citoyen. Tout le monde dit: Pourquoi font-ils cela?

Disons-le clairement votre santé, notre santé est un enjeu économique considérable: un patient peut être un gisement de profit colossal pour des multinationales, pour les assurances, etc... Cela, Mr le Dr KOUCHNER, Mme GUIGOU, Mr JOSPIN, nous ne pouvons l'accepter.

NON, vous n'avez pas le droit de faire de la santé des français une marchandise...

Docteur Françoise BELLOIR-FURET.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
